Document généré le 13 juil. 2025 05:38

Les Cahiers de lecture de L'Action nationale

Retrouver le regard qui porte loin

Pierre Mouterde, *Les impasses de la rectitude politique*, Montréal, Varia, 2019, 174 pages

Danièle Letocha

Volume 14, numéro 2, printemps 2020

URI : https://id.erudit.org/iderudit/93018ac

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (imprimé)
1929-5561 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Letocha, D. (2020). Compte rendu de [Retrouver le regard qui porte loin / Pierre Mouterde, *Les impasses de la rectitude politique*, Montréal, Varia, 2019, 174 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, *14*(2), 6–8.

Tous droits réservés © Ligue d'action nationale, 2020

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

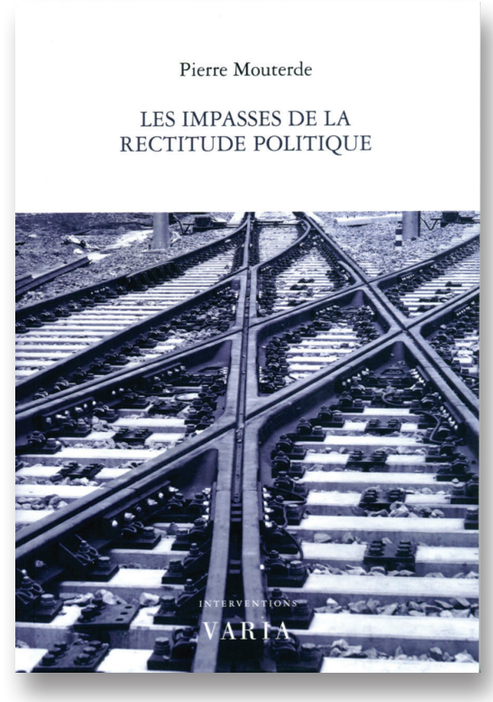
Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

ce qui se dépose
pour la pensée

Retrouver le regard qui porte loin

Danièle Letocha
Professeure de philosophie à la retraite, Université d'Ottawa



Pierre Mouterde
Les impasses de la rectitude politique
Montréal, Varia, 2019, 174 pages

Ce livre prolonge et précise *Les stratèges romantiques* de 2017. Il s'agit d'un authentique essai écrit à la première personne, d'un ton libre, inquiet, interrogatif, informé (174 sources citées) et engagé à gauche, précisément dans le parti Québec solidaire où il constate un profond malaise. L'auteur énonce ainsi son but : redonner ses lettres de noblesse à la politique et à la gauche (p. 50). La langue est claire et évite le jargon. Le texte pense et parle à partir de la situation du Québec.

Mais le propos est plus large. Pour l'auteur, nous sommes dans une crise générale et profonde (p. 13) : comment se fait-il que ce soit la droite conservatrice qui dénonce la rectitude politique et appelle à rétablir la liberté d'expression et les libertés individuelles ? (p. 9) Nous vivons une époque inquiète et trouble qui dégrade l'ensemble des pratiques démocratiques contemporaines (p. 10). L'essai se concrétise en trois chapitres et une conclusion. Dans le premier chapitre, Mouterde présente sa grille de lecture qu'il identifie à celle d'« une certaine gauche critique » (p. 27), en fait, une gauche authentique qui devrait être partout animée par la volonté d'émancipation socio-économique collective. Or, dans diverses sociétés, on assiste à une nouvelle orientation de fond, une nouvelle doxa (p. 17) : la rectitude politique. Le lecteur ne jugera peut-être pas cette problématique aussi nouvelle que l'auteur. Mais, là où d'autres se montrent embarrassés et surtout culpabilisés, il a le mérite d'avancer une lecture objective.

La rectitude politique ou, sous son nom d'origine, le *politically correct*, est un visage du néo-libéralisme, écrit-il en une trentaine d'occurrences. Il dénonce cette sensibilité que la gauche devrait rejeter. Pourquoi ? Parce qu'elle se fonde sur une philosophie du langage truquée (p. 35 sqq.) : « Une même réalité prend soudain, à travers le langage employé, une autre signification. [...] Le mot n'est pas la chose. » Changer le mot, comme Justin Trudeau s'adressant aux « autochtones », leur demandant pardon et promettant plus de justice n'a rien changé à leur situation, ni appeler les vieux « personnes âgées », ni qualifier les femmes d'« intersectionnalisées », etc. Ces approches cosmétiques, dit-il, ont déconstruit les appartenances historiques (ce qu'il appelle le présentisme), les solidarités des groupes actifs et les projets politiques en laissant des individus sans attache donc paralysés politiquement et socialement. Les opérations linguistiques, en fait culturelles, de victimisation réduisent les luttes matérielles objectives à des états d'âme qu'il faut soulager. Le capitalisme international a alors le champ libre pour instrumentaliser ces mêmes individus. Le polygone de la rectitude politique se définit donc comme une déconstruction des anciens moyens de prise de conscience historique et collective, une mutation des groupes en lutte sur un axe dynamique vers l'insignifiance et surtout l'impuissance d'individus victimisés.

La rectitude politique ou, sous son nom d'origine, le *politically correct*, est un visage du néo-libéralisme [écrit l'auteur] que la gauche devrait rejeter. Pourquoi ? Parce qu'elle se fonde sur une philosophie du langage truquée.

Dans l'espace public, la lecture et le langage politique se sont effacés ; ce qui tient ensemble la doxa de la rectitude, c'est le discours moralisant. Voilà le cadre de cet essai. Sa force est de marquer la gravité de ces atteintes à la liberté et de montrer avec précision que la rectitude politique opère comme réduction au silence et à la passivité, ce que nul ne peut nier. S'il n'use pas du mot « idéologie », il se sert largement de cette catégorie classique, ainsi que de celle d'« aliénation » puisque la conscience des citoyens y est définie comme lieu d'illusion tandis que le registre des forces réelles se meut obscurément ailleurs. De fait, il est possible de voir ici un retour aux schémas classiques de la gauche éclairée. L'auteur ne condamne-t-il pas les logiques culturelles postmodernes ?

Le chapitre 2 examine quatre cas de rectitude politique avec cette grille, tout en soulignant les risques et problèmes que pose sa propre démarche : rien de dogmatique ni d'arrogant dans cette exploration néanmoins audacieuse. L'appel aux sources fonctionne en deux registres : les grands classiques tels Adorno, Edgar Morin, Lipovetsky, Péguy, Nietzsche et autres paraissent très éloignés des faits et, d'autre part, un présent très (trop ?) proche est sollicité dans les journaux, avec un privilège évident accordé aux plumes du *Devoir*. Entre les deux, plusieurs œuvres où réflexion et pertinence éclairent le propos. Les quatre cas présentés me semblent avoir des mérites inégaux.

Le premier cas, et de loin, le plus faible, est celui du chanteur Bertrand Cantat, employé par le metteur en scène Wajdi Mouawad pour un spectacle au TNM prévu pour 2012. On se souviendra que Cantat n'avait purgé que la moitié de sa peine de prison pour le meurtre sauvage de sa compagne Marie Trintignant. L'auteur s'avance avec une hésitation avouée et traite son cas comme celui de Claude Jutra (ci-dessous) en invoquant la séparation entre l'homme et l'artiste. Or, justement, c'était bien l'homme criminel qui devait monter sur scène et non un autre jouant sa musique. La fusion était évidente. On pourra ici discuter sur ce que veut dire la réhabilitation d'un assassin.

Le second cas est celui de Claude Jutra dont on a très rapidement effacé le visage, le nom et l'œuvre à partir d'une biographie qui a rendu publique la pédophilie du cinéaste que plusieurs considèrent comme le fondateur du cinéma québécois. Mouterde argumente ainsi : « Et qu'au passage, on se soit montré incapable de faire la moindre différence entre l'homme et l'œuvre qui résiste au temps, l'être humain et l'artiste renommé, l'individu et le cinéaste de valeur. » (p. 83) Donc, ici, la morale a abusivement occupé toute la place et créé une autre injustice dans la culture québécoise. C'est l'œuvre même qu'on a abolie.

Le troisième cas vise la victimisation par « appropriation culturelle » : les affaires SLAV et Kanata où Robert Lepage a été pris au piège de la culpabilisation/repentance. Ici, le principe opposé à la fureur du *politically correct* est l'évidence de l'entière liberté de l'artiste.

Enfin, la dernière analyse ponctuelle porte sur Québec solidaire. Ici, c'est manifestement l'échec de la séparation entre morale et politique qui démontre l'emprise

suite à la page 8

Impasses de la rectitude

suite de la page 6

de la rectitude politique sur le parti. À partir de ce qu'il appelle plus loin, la tyrannie des droits individuels (p. 117), le conseil national de 2019 sur la laïcité a conclu au refus d'interdire tout signe religieux ostentatoire aux fonctionnaires en position d'autorité (p. 98). Il s'est donc opposé à la Loi 21 que l'auteur approuve manifestement sur le fondement du bien commun.

Après ces études de cas, l'essai nous ramène à la généralité dans un chapitre important sur « Le poids des logiques culturelles postmodernes » suivi d'une conclusion qui s'arrête à l'urgence de réfléchir et de se libérer de cette prison de la rectitude politique. Par rapport à la grille de lecture du premier chapitre, on définit ici de plus près des causes profondes, au premier chef la posture postmoderne qui a disqualifié les trois piliers de la modernité que sont la raison, le progrès et l'histoire (p. 108). On se retrouve maintenant devant un individu nu, incapable de s'inscrire dans l'action et qui donc prend refuge dans la morale moralisatrice (p. 116). Dans ce présentisme ambiant, il n'y a pas d'aspirations émancipatrices : on ne peut construire un sens quelconque (p. 134) : « La rectitude politique parait anodine : changer les mots, mais elle exerce une censure, crée la culpabilité, la punition » et cela sous un masque progressiste. Mouterde est tenté de suivre Dany-Robert Dufour qui voit là la mort du sujet moderne.

C'est un excellent tableau de nos impuissances : « Ce qui manque aujourd'hui à la gauche, c'est de retrouver "le regard qui porte loin" et la volonté de bâtir des stratégies politiques pensées en conséquence ».

Comme lecteur, on doit peut-être ici pointer vers une cause de cet effrayant effondrement dans l'immédiat, sans distance ni analyse, qui se traduit par des éclats émotifs sans fin : les réseaux sociaux ont suscité ce vide et ce remplacement de la substance par l'image. Mouterde ne les examine pas. Ne sont-ils pas à la source du présentisme qu'il déplore ? De plus, il y a une donnée démographique en Occident qui explique la peur, l'insécurité, l'absence de projets, c'est le vieillissement de la population. Il n'en est pas question non plus. Le livre reste pourtant très sérieux et nous interpelle avec intelligence. ❖

Lettre d'un député

suite de la page 7

Entre quoi faire et comment le faire

La lettre de GND dit fort bien ce qu'il faudrait faire et ne pas faire pour prévenir le réchauffement incontrôlable du climat, pourquoi il faut le faire, l'intérêt que nous avons à le faire, l'urgence de le faire, ce qui risque d'arriver si on ne le fait pas, ce qui nous empêche de le faire, pourquoi on ne le fait pas : mais tout ça, le GIEC, l'ONU, Greta, Dominic Champagne et les autres leaders écologiques nous l'ont déjà dit et répété ad nauseam ces dernières années.

Le problème avec ce discours – et c'est ce à quoi réfère la critique de Harvey Mead – c'est qu'il isole la crise du climat de la crise écologique globale dont il n'est qu'une composante, et ce faisant, il se condamne à une compréhension tronquée de ses causes profondes et des solutions à lui apporter. Il alimente un sentiment d'urgence, une psychose même chez certains, qui finit par nous détourner du véritable combat qu'il faut mener.

Le capitalisme pétrolier n'est que la forme la plus récente de cette course en avant et tout le monde sait qu'il tire à sa fin et cherche désespérément à se recycler dans un capitalisme vert, tout aussi suicidaire.

La cause véritable des changements climatiques ne se limite pas au pétrole et aux gaz à effet de serre qui résultent de son utilisation ; ceux-ci, comme ne cesse de le répéter l'équipe des Meadows depuis le rapport du Club de Rome en 1972, sont le résultat d'un système économique mu par le mythe suicidaire de la croissance illimitée sur une planète limitée : croissance de la population, croissance des besoins de nourriture, croissance de la production industrielle, croissance de l'exploitation des ressources non renouvelables, croissance de la pollution et de la dégradation des écosystèmes, le tout conduisant à un dépassement des capacités de la planète et finalement à un effondrement de l'écosystème écologique, économique et social pouvant se produire autour des années 2030. Le capitalisme pétrolier n'est que la forme la plus récente de cette course en avant et tout le monde sait qu'il tire à sa fin et cherche désespérément à se recycler dans un capitalisme vert, tout aussi suicidaire.

La lettre de GND reproche à M. Legault sa vision économique conservatrice, mais ne va pas jusqu'à remettre en question ce mythe de la croissance illimitée. GND succombe lui aussi au mythe des lendemains verts. Il veut et croit pouvoir sauver l'auto, sauver la ville, sauver les banlieues, sauver notre confort. « Avec un peu d'imagination et beaucoup de courage politique, il est possible de rendre les choix écologiques abordables et pratiques pour nos concitoyens, tout comme il est possible de s'assurer que cette transition économique se fasse sans laisser personne derrière » (p. 91).

Ce que sa lettre ne nous dit pas assez, c'est COMMENT le faire, comment entreprendre la relocalisation de notre économie, de notre agriculture, de nos emplois ? Comment briser le cercle infernal du libre-échange, du profit maximum des actionnaires, de la concentration de la richesse, de la publicité, de la croissance du PIB, de l'auto et de l'avion, des grandes cités et de leurs banlieues, etc. Les récentes suggestions de Thomas Piketty dans son dernier ouvrage *Capital et idéologie* auraient été ici bienvenues.

Le plan en 9 points que propose GND ne constitue pas vraiment une réponse à cette question, car il ne va guère au-delà de grands titres de chapitres, de slogans ou même de mantras qu'on répète sans trop réfléchir à ce qu'ils impliquent : 1) fournir des alternatives à l'auto en ville et en banlieue ; 2) exiger des logements écoénergétiques ; 3) électrifier les automobiles ; 4) mettre fin à l'étalement urbain ; 5) interdire l'obsolescence programmée ; 6) écarter tous les projets pétroliers et gaziers ; 7) remettre en question les accords de libre-échange ; 8) augmenter notre autosuffisance alimentaire ; 9) relocaliser nos économies.

Mieux vaudrait peut-être admettre carrément que nous n'avons pas encore les réponses. ❖